

Samuel Hollander, *The Economics of Thomas Robert Malthus, Studies in Classical Political Economy, IV*, Toronto, Buffalo, London: University of Toronto Press, 1997.

Le livre que Samuel Hollander a consacré à Malthus est incontestablement un ouvrage de référence. Il est, sans doute, le plus remarquable de ceux qu'il a écrits. Son intérêt est, d'abord, de proposer une lecture nouvelle et cohérente de Malthus. Mais, en même temps, il complète ses recherches antérieures. Les classiques anglais sont si étroitement liés que l'on ne peut guère discuter les idées de Malthus sans évoquer celles de Smith, de Ricardo et de Mill. Hollander a su tirer profit de ces relations. L'un des attraits de son livre est de reposer sur une lecture croisée des classiques anglais.

Le travail de Samuel Hollander relève, comme le suggère le titre, de l'histoire de l'analyse économique plutôt que de l'histoire intellectuelle. Certes, le contexte politique, économique et culturel est présent mais il reste à l'arrière plan. C'est à la contribution de Malthus au développement de la théorie économique que s'intéresse Hollander. Sa thèse est que Malthus a élaboré une analyse cohérente qui reste très proche de celle de Ricardo.

Hollander est explicite sur sa méthode. Pour comprendre les intentions d'un auteur, pour expliquer sa démarche, il faut rester au plus près de son texte. Son idée est qu'il est possible, en présentant et en discutant les textes de Malthus, en comparant avec attention les diverses éditions, de mettre en évidence la cohérence de sa pensée.

On a souvent soutenu qu'il était vain de rechercher chez Malthus une rigueur qu'il n'était pas parvenu à atteindre. On cite souvent à cet égard le texte d'une lettre de Ricardo (17 avril 1815 ; 1951-1973, VI : 214) : « L'ensemble m'apparaît comme un labyrinthe de difficultés : l'une n'est pas plutôt surmontée qu'une autre se présente et il en est ainsi dans une succession sans fin. » Il n'est pas sûr, cependant, que cette critique repose sur des fondements solides et il faut se demander si elle ne trouve pas son origine dans des erreurs d'interprétation. Il faut, écrit Hollander, exclure, sauf en dernier ressort, l'incohérence et l'erreur car en l'invoquant trop tôt, le lecteur, plutôt que d'affronter sérieusement les difficultés du texte, prend une échappatoire. C'est dans cet a priori que réside, pour une large part, l'intérêt du livre de Samuel Hollander. Alors que ses devanciers considéraient, trop souvent, l'œuvre de Malthus avec un certain dédain et se plaisaient à en souligner les erreurs ou les inconséquences, Hollander la considère comme un travail scientifique qu'il faut lire sérieusement. Les textes de Malthus sont complexes, ses raisonnements sont difficiles à suivre et ses conclusions se sont souvent infléchies sans qu'il ait jugé bon d'attirer l'attention de ses lecteurs sur l'évolution de sa pensée mais ils sont certainement plus cohérents que l'on a coutume de l'admettre.

Hollander suggère que le résultat principal de son étude est de mettre en évidence un lien persistant entre Malthus et les physiocrates ; il soutient que, dans cette relation, Smith apparaît parfois comme le chaînon intermédiaire. Mais, il pense qu'il existe, aussi, entre Malthus et Sraffa une parenté : Malthus aurait explicitement développé un modèle où le taux de profit est déterminé dans la culture du blé. Alors

que Ricardo est, tout entier, dans la tradition de la « rareté », Malthus est, aussi, l'héritier des Économistes qui mettaient l'accent sur la notion de surplus.

Depuis longtemps, les historiens avaient noté l'existence dans l'œuvre de Malthus d'idées que les physiocrates avaient, d'abord, développées. Ce que veut souligner Hollander, c'est que cette influence a été plus profonde et plus durable qu'on ne le dit habituellement. La lecture de l'édition posthume des *Principes* montre clairement que Malthus maintenait, à la fin de sa vie, les deux principes cruciaux qu'il avait énoncés en 1815. Le prix élevé des produits de la terre et, donc, la rente résultent certes de la rareté relative des terres les plus fertiles mais, aussi et d'abord, de la qualité de la terre qui lui permet de produire un surplus au-delà des quantités nécessaires pour nourrir ceux qui la cultivent et de cette propriété spécifique aux biens de subsistance de créer leur propre demande. La théorie malthusienne de la valeur et de la répartition repose de façon si profonde sur ces deux principes qu'il ne les mit jamais en doute alors même qu'il renonçait au « protectionnisme agricole » qui paraît en découler logiquement.

Dans son *Ricardo* (1979 : 722), Hollander soutenait que Malthus s'appuyait, dans les deux éditions des *Principes*, sur un modèle où le taux de profit est déterminé, dans l'agriculture, comme le rapport de quantités physiques. « Le blé, dans la mesure où il est la principale dépense du travailleur, est le seul objet dans la production duquel on peut comparer la quantité avancée et la quantité produite. » (1836 : 265-6) On peut, dès lors, considérer que deux types de forces affectent la détermination du taux de profit. Dans la culture de la terre, la cause de la nécessaire diminution des profits durant le processus de croissance est l'augmentation de la quantité de travail nécessaire pour obtenir le même produit. Dans les manufactures et dans le commerce, c'est la baisse de la valeur d'échange des produits comparée avec le blé et le travail (Malthus, 1820 : 300).

Cette analyse de la théorie malthusienne de la valeur et de la répartition conduit à l'idée que, dans ce domaine, les différences entre Malthus et Ricardo sont minces. Ils concluent, l'un comme l'autre, que la croissance économique entraîne, en l'absence de progrès technique, une baisse parallèle des taux de salaire et de profit. Si, parfois, leurs arguments diffèrent, la conclusion est la même. Reste la question de l'étalon. Malthus pensait avoir sapé les fondements de la théorie ricardienne en utilisant le travail commandé comme mesure de la valeur. Mais, il n'en est rien ; le choix du numéraire n'est pas susceptible d'affecter les résultats de l'analyse. Peu importe que le travail commandé ou le travail incorporé soit utilisé comme étalon, les résultats de l'analyse n'en sont pas affectés.

Pour Hollander, le problème est ailleurs. Il naît de l'articulation du principe de rareté, en d'autres termes de la loi des rendements décroissants, et de l'idée de surplus agricole. « Les incohérences qui reflètent l'adoption simultanée de paradigmes opposés – le paradigme orienté vers la rareté contre le paradigme du surplus – minent l'économie de Malthus ... bien que l'on doive porter au crédit de Malthus le fait qu'il en vint à la fin de sa vie à abandonner une bonne partie de la perspective physiocratique. » (Hollander, 1997 : 989)

Mais, l'opinion de Malthus sur ce point a-t-elle vraiment évolué ? Peut-elle, par exemple, expliquer son « revirement » sur la question des lois sur le blé ? Très

souvent, on présente Malthus comme un protectionniste au moins dans le domaine agricole et il peut sembler que cette conclusion s'explique par l'idée que l'agriculture est plus productive que les autres activités. Telle était du moins l'opinion de Ricardo qui, après avoir lu *The Grounds of an Opinion*, lui reprochait d'avoir repris à son compte la thèse d'Adam Smith : « une quantité égale de travail productif employé dans les manufactures ne peut jamais donner lieu à une reproduction aussi grande que dans l'agriculture. » (Malthus, 1815 : 167, Smith, 1776 : 364) Selon Malthus, ce capital produit, en sus des profits et des salaires, une rente ; pour Ricardo, la rente est une valeur purement nominale, un simple transfert de valeur du consommateur au propriétaire foncier. L'accusation de Ricardo peut sembler excessive car Malthus invoque souvent pour justifier le protectionnisme agricole d'autres arguments plus conjoncturels ; mais elle n'est pas sans fondement. En 1820, il soutient que des restrictions sur les importations sont justifiées chaque fois que la demande pour le blé est telle que les profits des capitaux employés sur les nouvelles terres qui sont mises en culture joints aux rentes qu'ils engendrent, excèdent les profits auxquels ces capitaux pourraient donner naissance s'ils étaient investis dans le commerce ou l'industrie (Malthus, 1820 : 223). Hollander (1997 : 844) commente ce texte en soulignant que Malthus, en comparant la somme des profits et des rentes dans l'agriculture au seul profit de l'industrie, va beaucoup plus loin que Smith, même dans ses passages les plus physiocratiques.

Hollander soutient qu'à la fin de sa vie Malthus modifia radicalement sa position relative aux lois sur le blé et il souligne, qu'à sa connaissance, cette volte-face n'avait jamais été mentionnée dans la littérature secondaire. L'altération la plus marquante est la suppression pure et simple, dans la seconde édition des *Principes*, des arguments que Malthus avaient rassemblés, pour justifier le protectionnisme agricole, dans la section IX du chapitre sur la rente. En 1824, dans un article de la *Quarterly Review*, Malthus revient sur la question des lois sur le blé. Il se rallie au plan sur la protection de l'agriculture que Ricardo avait défendu à la Chambre des Communes. Sa présentation est, toutefois, équivoque. Là où Ricardo prévoyait des mesures compensatoires pour prendre en compte des systèmes fiscaux différents, Malthus parle de droits, qui ne seraient pas trop élevés, sur les importations et de subventions pour les exportations voisines de celles que recommandait Ricardo. Pour Hollander, cependant, l'important est que Malthus se prononce pour le remplacement d'un système prohibitif par des dispositions qui ne portent pas atteinte aux principes d'un commerce libre. Il ne se borne pas à demander une baisse des tarifs douaniers, il se rallie à la thèse ricardienne. Ainsi, un pas essentiel a été fait vers une position libre-échangiste commune à l'ensemble des classiques.

Dans ses premiers travaux et dans sa correspondance avec Ricardo, Malthus avait construit une analyse qui lui permettait de décrire le déclin simultané des taux de salaire et de profit dans une économie en croissance. Malthus s'efforça longtemps de rendre compte de cette évolution en s'appuyant, à l'exemple de Smith, sur la concurrence des capitaux plutôt que sur la rareté de la terre. La rareté de la terre ralentit la croissance de la population qui, à son tour, freine la croissance de la demande de biens manufacturés. Le capital et l'offre de biens manufacturés augmentent plus vite que la demande ; c'est ce désajustement qui entraîne la baisse du taux de profit. Cependant, progressivement la position de Malthus évolua et, dans ses derniers travaux, la concurrence des capitaux est rejetée au second plan et c'est la rareté de la terre qui explique la baisse du taux de salaire et du taux de profit.

Hollander quand il expose l'analyse que faisait Malthus des rapports entre la croissance, la demande effective et les problèmes monétaires, oppose, d'une façon qui peut surprendre, la croissance « soutenable » et la stabilisation macroéconomique. Le premier problème est celui de l'expansion à long terme : pour que l'accumulation se poursuive, il faut que l'offre et la demande de biens croissent au même rythme. Le second problème est conjoncturel, c'est, pour l'essentiel, la question posée par la crise que connut, après 1815, l'Angleterre. Pourquoi, la fin des guerres de l'Empire fut-elle suivie par une grande crise économique ? Quelles étaient, alors, les mesures à prendre ?

Malthus pense que si l'accumulation est financée par la hausse des profits, la production et la demande augmentent parallèlement : la croissance peut se poursuivre. Mais, si l'accumulation est financée par une baisse de la consommation, la demande de biens est insuffisante et l'encombrement des marchés interrompt le processus de développement. Hollander (1997 : 1003) soutient cependant qu'une crise de ce type ne peut pas se produire pour autant que le profit est le motif de l'accumulation. Si l'offre de biens croît plus vite que la demande, il en résulte une baisse du taux de profit et le rythme de l'accumulation se ralentit.

L'analyse que fait Malthus de la dépression que connut, après 1815, l'économie britannique, permet d'étudier les rapports de Malthus avec Keynes et avec les classiques. Les historiens ont souvent souligné l'allure keynésienne de certaines des positions que Malthus prend dans ces pages. Alors que, dans l'étude de la croissance soutenable, il excluait la thésaurisation, il introduit, ici, la possibilité d'un écart entre l'épargne et l'investissement. Dès lors, une offre excédentaire de biens peut apparaître avec pour contrepartie une demande excédentaire de monnaie. La demande globale devient, dans ces conditions, la variable stratégique. Hollander souligne cependant que, comme l'a montré John Stuart Mill dans son célèbre essai, *De l'influence de la consommation sur la production*, la thèse orthodoxe n'implique pas, par principe, l'identité de l'épargne et de l'investissement. Sur ce point, il pense qu'il y a moins de différence entre Malthus (ou Keynes) et les ricardiens que ne le pensaient Malthus (et Keynes).

Selon Hollander, les différences entre Keynes et Malthus concernent trois questions. La première est celle du rôle de la flexibilité du taux de salaire monétaire dans l'analyse des crises. Malthus soutient que, pour les ricardiens, la flexibilité du taux de salaire monétaire est une condition suffisante de la reprise de l'activité. Ou, plutôt, si on suppose que les facteurs de production sont parfaitement mobiles, elle est, pour eux, la condition suffisante du maintien du plein emploi. Il pense, au contraire, que la flexibilité du taux de salaire monétaire est une condition nécessaire, mais qui n'est pas suffisante, de la reprise. Il considère que la fin de la dépression en Grande-Bretagne ne résulte pas de la baisse des salaires mais de l'ouverture de nouveaux marchés pour les exportations britanniques. Keynes, de son côté, ne considère pas que la baisse des salaires monétaires est la condition de la reprise. Le problème, à ses yeux, est que les travailleurs, considérés comme un tout, ne peuvent pas, en acceptant une réduction de leur salaire monétaire, négocier une augmentation de l'emploi contre une réduction du taux de salaire réel. En effet, selon Keynes, une baisse des salaires monétaires risque de mettre en mouvement des forces dépressives. Malthus a longtemps ignoré les effets d'une baisse des salaires sur la demande de biens. Cependant, en 1827, interrogé par une commission de la

Chambre des Communes, il reconnaît l'existence d'un tel effet : « L'étendue de la demande effective pour les biens manufacturés et les marchandises consommées sur le territoire national dépend essentiellement de la prospérité des classes travailleuses. » (Select Committee, 1827 : 317) Cette remarque renforce évidemment l'idée qu'il existe une parenté entre les idées de Malthus et de Keynes.

La seconde question est celle du rôle que peuvent jouer les travaux publics dans la politique gouvernementale de relance. Malthus et Keynes préconisent une telle politique mais pour des raisons différentes. Le plaidoyer de Malthus repose sur l'effet stimulant que peut avoir un transfert des dépenses productives vers les dépenses improductives. Il se prononce, donc, en faveur d'une politique de travaux publics financés par l'impôt en remarquant que l'on peut ainsi augmenter l'emploi et la demande de biens de consommation sans accroître la quantité de marchandises produite. Pour Keynes (1936 : 128-9), les travaux publics peuvent être bénéfiques dans la mesure où ils constituent une injonction nette de pouvoir d'achat. Il importe donc qu'ils soient financés par emprunt.

La troisième question est celle de la politique monétaire. Malthus considère qu'une augmentation soudaine de la quantité de monnaie peut, dans certaines circonstances, stimuler l'activité ; mais cet effet est purement temporaire. En augmentant l'investissement, l'émission de monnaie aggrave la surproduction de marchandises à moins qu'elle ne s'accompagne d'un accroissement des dépenses improductives. Or, il est peu probable qu'il en sera ainsi car la hausse des prix induite par l'émission de monnaie entraînera l'apparition d'un effet de répartition favorable à ceux qui investissent et défavorable aux individus dont les dépenses improductives sont relativement les plus importantes.

La conclusion de Samuel Hollander est que l'idée qu'il existe un lien étroit entre les analyses que font Malthus et Keynes de l'insuffisance de la demande, n'est guère convaincante.

On a souvent soutenu que l'origine des divergences entre Ricardo et Malthus tenait à l'objet même qu'ils assignent à l'économie politique et à la méthode qu'ils mettaient en œuvre. Pour Malthus, l'économie politique est, selon l'expression de Smith, une *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*. Ricardo semblait rejeter cette idée quand il écrivait à Malthus : « Vous pensez que l'économie politique est une enquête sur la nature et les causes de la richesse. Je pense qu'il serait mieux de l'appeler une enquête sur les lois qui déterminent la division du produit de l'industrie entre les classes qui contribuent à sa formation. » (9 octobre 1820 ; 1951-73, VIII : 278-9). Malthus lui répondit qu'un tel sujet lui semblait bien étroit.

Hollander écrit qu'en la circonstance Ricardo n'a pas su exprimer clairement sa pensée. Il ne pouvait pas prétendre que toute recherche sur la richesse est vaine et illusoire, alors qu'il y consacre une grande partie de son œuvre en étudiant l'effet sur la croissance de la répartition du produit net entre profit et rente. Hollander soutient que Ricardo ne pouvait pas contester la thèse de Malthus et de Smith ; il pensait seulement qu'il est impossible de prévoir l'évolution de la richesse car elle dépend avant tout de la découverte et de l'introduction dans l'industrie de nouvelles technologies.

Keynes cherchait l'origine des divergences entre Ricardo et Malthus dans une question de méthode. « Dans les discussions économiques, Ricardo était le théoricien abstrait et a priori. Malthus était le chercheur inductif et intuitif qui répugnait à s'écarter trop de ce qu'il pouvait tester par référence aux faits et à sa propre intuition. » (Keynes, 1933 : 135) Malthus pensait que les prix et les profits dépendaient essentiellement de la demande effective sans définir précisément ce qu'il entendait par ce terme. Ricardo était plus rigoureux ; mais, pour simplifier les étapes successives d'un raisonnement très abstrait, il devait s'écarter, plus qu'il ne le pensait, des faits réels alors que Malthus, restant plus près des faits, avait une meilleure prise sur ce qui peut se passer dans le « monde réel ».

Cette thèse a souvent été reprise ; il faut, selon Hollander, l'écarter. Il admet, certes, que Malthus donne souvent l'impression qu'il est engagé dans une révolte méthodologique contre Ricardo. Il ne comprend pas pourquoi des économistes « théoriques » refusent d'admettre la possibilité que le capital et le travail soient simultanément redondants alors même que l'expérience montre qu'il en est souvent ainsi. Mais la critique de Malthus n'est pas une condamnation de la démarche théorique en tant que telle ; ce que Malthus rejette c'est une analyse qui repose sur des axiomes irréalistes et qui est, donc, incapable d'expliquer des phénomènes aussi manifestes que le chômage ou l'existence de capacités productives excédentaires.

Hollander souligne que Malthus a toujours refusé les thèses de ceux qui, comme Jones, pensaient que l'économie devait s'appuyer sur l'induction. Il prône, au contraire, une démarche déductive qui part de principes généraux et non de faits particuliers. La position méthodologique de Malthus ne constitue en aucune façon une condamnation de la théorie. Il préconise la construction de modèles qui reposent sur des axiomes réalistes qui reflètent l'expérience générale. La conclusion de Samuel Hollander est qu'il n'y a pas de différence méthodologique notable entre Ricardo et Malthus.

Hollander modifie profondément l'image que l'on donnait habituellement de l'œuvre de Malthus en mettant l'accent sur sa cohérence. Mais, surtout, il rejette l'interprétation traditionnelle de l'évolution de l'analyse économique au début du dix-neuvième siècle, interprétation qui reposait, au moins en partie, sur l'idée que Malthus se serait, sur un grand nombre de points (la théorie de la valeur et de la répartition, l'analyse de la demande effective, les questions monétaires, la méthode et l'objet de la science économique), opposé à Ricardo. Il soutient que ni dans ses analyses, ni dans ses conclusions de politique économique, ni sur les questions de méthode, Malthus ne s'écartait de façon radicale de Ricardo. On pourrait donc parler d'une école classique qui regrouperait non seulement les ricardiens mais des économistes, comme Malthus, que l'on présentait souvent comme leurs adversaires. Les néo-classiques apparaîtraient, sans rupture majeure, comme les successeurs de cette école. L'argumentation de Samuel Hollander est minutieuse ; sur de nombreux points, elle est convaincante mais bien des difficultés persistent. Sans vouloir entamer, point par point, le débat, on peut les évoquer simplement en disant que les désaccords entre Malthus et Ricardo sont, sans doute, plus profonds que ne le suggère Hollander.

Alain Béraud
THEMA, Université de Cergy

Références

- HOLLANDER SAMUEL** (1979), *The Economics of David Ricardo*, Studies in Classical Political Economy II, Toronto, Buffalo, London: University of Toronto Press.
- HOUSE OF COMMONS**, Parliamentary Papers (1827), *Third Report from Select Committee on Emigration*.
- KEYNES JOHN MAYNARD** (1933), *Essays in Biography*, reprint in *The Collected Writings of John Maynard Keynes*, vol. X, London and Basingstoke: Macmillan, New York: Cambridge University Press.
- KEYNES JOHN MAYNARD** (1936), *The General theory of Employment, Interest and Money*, reprint in *The Collected Writings of John Maynard Keynes*, vol. VII, London and Basingstoke: Macmillan, New York: Cambridge University Press, 1973.
- MALTHUS THOMAS ROBERT** (1815), *The Grounds of an Opinion on the policy of Restricting the Importation of Foreign Corn*, London: John Murray, reprint in *The Works of Thomas Robert Malthus*, edited by E. A. WRIGLEY and D. SOUDEN, London: William Pickering, 1986, vol. 7.
- MALTHUS THOMAS ROBERT** (1820), *Principles of Political Economy*, London: John Murray, second edition, 1836, variorum edition edited by John PULLEN, Cambridge: Cambridge University Press, 1989.
- MALTHUS THOMAS ROBERT** (1824), "Political Economy", *Quarterly Review* 30/60, 297-334, reprint in *The Works of Thomas Robert Malthus*, o. c., vol. 7.
- Mill John Stuart** (1844), *Essays on Some Unsettled Questions of Political Economy*, London: John W. Parker, reprint Bristol: Thoemmes Press, 1992.
- RICARDO DAVID**, *The Works and Correspondence of David Ricardo*, edited by Piero SRAFFA with the collaboration of M. H. DOBB, Cambridge, London, New York, Melbourne: Cambridge University Press, 1951-1973.
- SMITH Adam** (1776), *An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations*, London: Strahan & Cadell, reprint in *The Glasgow Edition of The Works and Correspondence of Adam Smith*, Oxford University Press, 1976, reprint Indianapolis: Liberty Classics, 1981.